

8 Société et Culture

Enseignement supérieur/Institut africain d'Informatique (IAI)

L'arbre qui cache la forêt !

AJT

Libreville/Gabon

ONZE drapeaux en lambeaux qui flottent au gré du vent devant un bâtiment qui accuse le poids des années. Sur le mur de la clôture à la peinture complètement défraîchie, des écrits informent les passants sur la situation qui prévaut à l'intérieur de la concession. On peut y lire: «*États membres très irresponsables. On en a marre !*» ou encore «*changez le siège de l'IAI*», «*A quand ce fameux Conseil d'administration ?*», etc. Preuve, si besoin en était encore, que le mal qui ronge cette école inter-États est profond. Au regard des difficultés en tout genre qu'elle rencontre depuis belle lurette. Et malgré la multiplicité des mouvements d'humeurs et la bonne volonté de quelques pays membres de voir l'Institut africain d'in-



Photo : AJT

Une grande partie du domaine de l'établissement est squatté par la population qui y font des cultures maraîchères. Photo de droite : Les messages gribouillés sur le mur de la clôture de l'Institut informe le passant de la situation qui y prévaut.



Photo : AJT

formatique retrouver ses lettres de noblesse, rien n'y fit ! L'établissement a du mal à rebondir. La visite effectuée hier au siège de cet établissement d'enseignement supérieur, situé dans le 5e arrondissement de la capitale gabonaise, nous a laissé pantois. Les bâtiments sont vétustes, les peintures dégarries. Conséquences visibles des intempéries. Les lieux d'aisance sont défectueux et les salles de

classe sont à l'abandon. A ce qui se voit, il y a belle lurette qu'elles n'ont plus accueilli des étudiants. Pourtant, on a appris sur place des responsables de cette structure, que l'année académique 2017-2018 n'a pas encore été bouclée. Qu'à cela ne tienne, la nature ayant horreur du vide, les espaces verts de l'institut servent désormais aux riverains qui y ont développé leurs activités agricoles. Des cultures à perte

de vue aussi bien à l'intérieur qu'aux abords de la concession de l'Institut sont visibles. C'est la partie émergée de l'iceberg. Puisque, à l'initiative du lancement des travaux de la commission interministérielle sur le cas IAI, lundi dernier, la directrice de l'établissement, Binta Fatouma Kalmé, en a relevé la partie immergée. Soulignant que sur le plan financier, son école enregistre 10 mois de sa-

laire impayés, des retards de cotisations à la CNSS depuis 2014 et le retard de paiement de la subvention de 7 États sur 11 membres. Le foncier n'est pas en reste. Créée en 1971, l'Institut africain d'informatique ne dispose pas, à ce jour, d'un titre foncier. "Là aussi, c'est un contentieux que nous avons avec la légitime propriétaire qui avait cédé cet espace. A l'époque, cette école était un camp qui recevait des enfants re-

cueillis de la guerre du Biafra. C'est bien loin de nous. Et, à ce jour, l'IAI n'a jamais daigné ni acheter, ni régulariser sa situation foncière. Il ne dispose pas de titre foncier et n'a jamais été propriétaire de ces lieux. Ce qui fait qu'aujourd'hui il y a plein des squatters et cela pose un problème", a confié pour sa part le ministre d'Etat en charge de l'Économie numérique. L'image que reflète l'IAI à ce jour est bien loin de celle qu'entrevoit Binta Fatouma Kalmé, lors de sa nomination à la tête de cet établissement en 2016. Celle notamment de "parfaire la gestion de l'Institut africain d'informatique et opérer un changement qualitatif du système de formation en ouvrant, pourquoi pas, de nouvelles filières devant assurer une amélioration significative et continue du niveau de connaissances des étudiants". En tout cas, l'IAI est aujourd'hui à l'image de l'arbre qui cache une forêt...de maux.

Choses vues/Toilettes publiques du carrefour IAI

Le bonheur des usagers

IMM

Libreville/Gabon

SI les autorités publiques n'ont jamais pris l'initiative d'installer des lieux d'aisance un peu partout dans la ville, pour soulager les populations et autres usagers, certains individus en mal d'ingéniosité ont pensé à le faire. En effet, il n'est plus rare, aujourd'hui, de découvrir à Libreville et dans d'autres

localités du pays des espaces bien aménagés où sont implantées des toilettes à la disposition du grand public. C'est le cas de celles qu'on trouve à l'échangeur du carrefour IAI, et qui font actuellement le bonheur des usagers. Le petit coin d'aisance fait tellement du bien à la population, qu'il est devenu un véritable business pour son propriétaire. Les tarifs sont bien visibles. Pour aller à la douche et utiliser l'eau chaude, il faut dé-



Photo : IMM

bourser 500 francs. Et 400 frs pour l'eau froide. L'accès au WC est fixé à 200 frf et l'urinoir à 100 f. Des tarifs que les différents publics jugent un peu cher. «*Il s'agit d'un besoin naturel à satisfaire, souvent imprévi-*

sible. Et lorsque vous êtes contraints, parfois vous n'avez pas assez d'argent à plus forte raison les 200 f. Les tenants de ces toilettes publiques devraient réviser leurs tarifs», plaide un usager. Du reste, et au-delà de leur belle initiative, les responsables des toilettes publiques d'IAI doivent également veiller à la protection de l'environnement. Car, semble-t-il, les tuyaux d'évacuation des déchets seraient un peu défectueux.

Les toilettes publics du carrefour IAI.

Education nationale/ Complexe scolaire Rosa Parks/ Journées portes ouvertes

" Offrir un meilleur cadre aux élèves "

H.N.M

Libreville/Gabon

NOUVEL établissement public situé non loin de l'École normale supérieure (ENS), le complexe scolaire Rosa Parks a fait l'objet d'une visite samedi dernier. Personnel enseignant et parents d'élèves s'y sont rendus, à l'occasion d'une journée portes ouvertes, pour découvrir les spécificités de ce complexe scolaire (pré-primaire, primaire et secondaire) d'une capacité d'accueil de 100 élèves. Soit 10 apprenants par salle de classe. Cette journée portes ouvertes avait pour objectif de présenter officiellement les locaux de l'école, le per-



Photo : H.N.M

Une vue de l'entrée du complexe scolaire Rosa Parks.

sonnel administratif et le corps enseignant. Mais aussi pour échanger avec les futurs élèves. "C'est une occasion pour découvrir le complexe scolaire nouvellement construit, de renseigner les parents d'élèves sur

la vie de l'école et leur donner la possibilité de poser toutes les questions ayant trait à son fonctionnement. Il y a des parents qui, depuis le matin, ont déjà commencé à faire inscrire leurs enfants dans les différentes

sections que nous proposons", a indiqué le directeur dudit complexe scolaire, Rodrigue Bamba Mboumba. Etablissement public placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, le complexe scolaire Rosa Parks entend offrir un enseignement bilingue (anglais et français) à ses apprenants. Tout en intégrant dans son programme, dès le primaire, l'apprentissage de la langue espagnole et l'initiation à l'informatique. "Il est question pour nous d'offrir à nos enfants des outils nécessaires leur permettant de mieux s'adapter à leur environnement. Nous rappelons que les cours débiteront le 24 septembre prochain", a-t-il conclu.



LYBEK 2018